



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juillet 2003

Volume 2, Numéro 7

LIGNE DE FOND _____ 1

Négociations Agricoles : Les Membres Campent Toujours Sur Leurs Positions Initiales, Les Pays Africains Proposent Un Mécanisme De Compensation 1

Réforme De La PAC : Une Nouvelle Politique Des Subventions Plus En Phase Avec Les Règles Du Commerce International ? _____ 4

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Douze Pays En Développement Contestent L'Approche Européenne Des " Thèmes De Singapour " A L'OMC Et Proposent Une Nouvelle Démarche _____ 5

L'OMC Publie Un Projet De Déclaration Ministérielle Pour Cancun _____ 6

Le Groupe Spécial Donne Un Léger Avantage Aux Etats-Unis Dans Le Différend Qui Les Oppose Au Brésil Sur Le Coton A L'OMC _____ 7

SUR LE FIL _____ 8

Les Membres De L'OMC N'ont Pas Progressé Lors De La Mini-ministérielle De Sharm el-Sheikh _____ 8

Les Ministres Du Commerce Des Pays Membres De L'Union Africaine S'Opposent A L'Ouverture De Négociations Sur Les Thèmes De Singapour A Cancun Et Expriment Leur Volonté D'Adopter Une Position Commune _____ 9

EVENEMENTS _____ 12

PUBLICATIONS _____ 13

LIGNE DE FOND

Négociations Agricoles : Les Membres Campent Toujours Sur Leurs Positions Initiales, Les Pays Africains Proposent Un Mécanisme De Compensation

Après trois jours de réunions formelles et informelles qui se sont achevées le 18 juillet, les négociations sur l'agriculture à l'OMC n'ont enregistré aucun progrès, ont déclaré des diplomates de l'OMC. La dernière session extraordinaire du comité de l'agriculture s'est tenue du 16 au 18 juillet dernier au cours de laquelle les pays africains ont proposé les modalités de la compensation transitoire qu'ils réclament.

Au vu des opinions exprimées, les différentes parties n'ont pas changé de position sur les approches de l'accès aux marchés et des réductions tarifaires, de l'élimination ou de la réduction des subventions à l'exportation, sur le traitement du soutien interne et les subventions au titre des " catégories orange, bleue et verte ", et sur le point de savoir si certaines préoccupations autres que d'ordre commercial (telles que les indications géographiques, le principe de précaution et l'étiquetage) devaient faire partie des négociations.

Les Membres de l'OMC étaient également divisés et certains ont eu des échanges animés lors de la discussion sur la proposition d'un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement pour protéger ces pays contre les poussées soudaines dans les importations et pour permettre aux pays en développement de désigner certains produits comme " produits spéciaux " pouvant bénéficier d'une réduction tarifaire minimale ou plus faible.

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

Le 14 juillet Le président de la session spéciale sur l'agriculture, M. Stuart Harbinson, a soumis " sous sa propre responsabilité " un projet de rapport sur la situation des négociations. Les Membres ont fait plusieurs commentaires critiques sur le projet de rapport.

Le projet de rapport d'Harbinson

Plusieurs pays, notamment l'UE, la Suisse, la Norvège et le Japon, ont soutenu que le projet de texte d'Harbinson ne pouvait servir de base aux négociations et ont souhaité que ceci soit reflété dans le rapport du président au Comité des négociations commerciales. Ils ont préconisé un texte nettement différent, sans préciser qui devrait le préparer.

L'Egypte a demandé quel autre texte pourrait être utilisé si celui-là était rejeté : les pourparlers devraient-ils revenir au texte de début janvier 2000 ou le document récapitulatif de décembre 2002 (une compilation des positions pays) devrait-il servir de base pour les négociations ? L'Ouganda et le Zimbabwe se sont dits déconcertés par le fait que le projet de texte n'était pas considéré comme une base acceptable pour la négociation et le Zimbabwe s'est demandé ce que les ministres devaient en faire.

A la fin de la réunion formelle, le président Stuart Harbinson a indiqué qu'un nouveau document ne pouvait être produit à moins que de nouvelles idées n'émergent des négociations. Il a incité les Membres à commencer à faire des choix difficiles car seules quelques semaines les séparaient de Cancun. " Nous ne pouvons simplement pas nous permettre de présenter aux ministres un trop grand nombre de questions complexes à résoudre en un laps de temps trop court. "

Mécanisme de sauvegarde spécial et produits spéciaux

Les dernières réunions sur l' agriculture ont donné lieu à des débats assez longs sur le mécanisme de sauvegarde spéciale et sur la catégorie des produits spéciaux pour les pays en développement, qui

avaient été proposé dans le projet de texte d'Harbinson sur les modalités.

Plusieurs pays, notamment l'Inde et l'Indonésie, ont demandé que les pays en développement disposent de flexibilité pour décider par eux-mêmes quels produits peuvent prétendre au mécanisme de sauvegarde spéciale et à la catégorie des produits spéciaux.

Les États-Unis n'étaient pas favorables au recours à la catégorie des produits spéciaux et ont déclaré que tous les pays devraient libéraliser, même s'il existe des dispositions pour certains pays en développement. L'Australie s'est particulièrement opposée avec force à la catégorie des produits spéciaux, en avançant les résultats d'une étude sur cinq pays en développement pour appuyer son argument selon lequel si dix des produits les plus largement importés bénéficiaient de la catégorie des produits spéciaux, cette catégorie couvrirait plus de la moitié des importations agricoles des pays.

D'autres pays, notamment certains Membres du Groupe de Cairns d'Amérique latine, ont mis en garde contre un recours possible au mécanisme de sauvegarde spéciale et à la catégorie des produits spéciaux à des fins protectionnistes, et ont appelé à l'établissement de critères pour leur utilisation. La Colombie a proposé de permettre davantage le recours aux mécanismes de sauvegarde spéciale et à la catégorie des produits spéciaux aux pays qui appliquent des réductions tarifaires plus fortes, plutôt qu'à ceux qui appliquent des réductions tarifaires plus faibles.

La plupart des Membres du Groupe de Cairns ont clairement spécifié qu'ils voulaient un accès aux marchés " effectif et significatif " tant dans les pays développés que dans les pays en développement. La nécessité de " promouvoir les échanges Sud-Sud " est un code pour s'assurer un accès aux marchés du Sud.

Subventions sur le coton : réactions officielles sur la proposition africaine

Les réunions ont également débattu de la proposition de quatre pays africains qui demandent une décision à Cancun sur la réduction rapide ou l'élimination des subventions au coton. De nombreux pays ont manifesté leur soutien face aux problèmes rencontrés par les producteurs de coton africains. La Nouvelle-Zélande et le Canada ont appuyé la proposition. L'Australie a déclaré qu'elle méritait une considération spéciale mais qu'elle ne devait pas se limiter au coton.

Les États-Unis, qui ont de loin les subventions au coton les plus importantes, ont déclaré qu'il devait y avoir des engagements multilatéraux et que la proposition américaine serait en mesure de traiter également du coton. L'UE et la Chine, également cités, dans la proposition africaine, comme pays accordant des subventions, ont essayé de corriger l'impression qu'ils avaient également leur part de responsabilité. La Chine a déclaré qu'elle avait éliminé ses subventions à l'exportation pour le coton et qu'elle n'en exportait pas et l'UE a soutenu qu'elle ne subventionnait pas ses exportations de coton et qu'elle était un importateur net de coton.

Les pays africains proposent un mécanisme et des modalités pour la compensation transitoire

Lors de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture du 18 juillet dernier, l'ambassadeur du Bénin, son Excellence Monsieur Samuel Amehou a fait une déclaration, au nom des pays signataires de la proposition de négociation africaine sur le coton, pour apporter plus de précisions et de clarifications à leur position. Mais surtout, il a exposé ce qui serait le mécanisme de compensation transitoire qu'ils réclament en attendant l'élimination des subventions sur le coton.

En précisant que la compensation n'est qu'un pis-aller comparée aux bénéfices qui émanerait du rétablissement du libre marché, l'ambassadeur du Bénin donne la garantie que les compensations perçues seront transmises effectivement aux associations locales de production de coton,

chargées d'assurer elles mêmes le contrôle et la transparence de l'utilisation des fonds.

Sur le calcul et la répartition de la compensation, la déclaration du Benin fait ressortir quatre grands principes

1. Le montant annuel des compensations à verser doit correspondre aux estimations des pertes subies, calculée sur la base d'une période de référence qui comprendra les trois années de production cotonnière 99/00, 2000/2001 et 2001/2002. La perte annuelle moyenne en termes de revenus d'exportation subie par les pays de l'AOC est évaluée à 250 millions de dollars. Ce chiffre correspond aux pertes directes. Si les pertes indirectes sont incluses, un multiplicateur de 4 semble indiqué, ce qui augmente le montant des pertes à environs 1 milliard.
2. Ce montant de la compensation globale doit être lié aux efforts simultanés de réduction des subventions, ce qui revient à dire que le taux de diminution des subventions, environ 33%, réduira d'autant le montant annuel des contributions à verser au fond de compensation.
3. Les pays qui subventionnent leur coton et qui alimenteront donc le fonds de compensation transitoire, leur contribution sera calculée à partir de leur part respective dans le montant total des subventions allouées au coton en tenant compte des statistiques annuelles du comité international consultatif sur le coton.
4. Pour ce qui est des PMA bénéficiaires, la part qui leur reviendra respectivement sera calculée à partir de leur part respective dans la production totale de coton réalisée par ce groupe de pays, telles que publiées dans les statistiques annuelles du comité international consultatif sur le coton.

Réforme De La PAC : Une Nouvelle Politique Des Subventions Plus En Phase Avec Les Règles Du Commerce International ?

Les ministres de l'agriculture de l'Union européenne ont adopté, le 26 juin 2003, une réforme en profondeur de la politique agricole commune (PAC), qui va modifier radicalement les modalités de financement du secteur agricole communautaire. La nouvelle PAC sera axée sur les consommateurs et les contribuables, tout en donnant aux agriculteurs la possibilité de produire en fonction des exigences du marché. La plus grande partie des aides sera désormais versée indépendamment des volumes de production. Pour éviter l'abandon de la production, les États membres pourront choisir de maintenir un lien entre les aides et la production dans des conditions bien définies et dans des limites clairement établies. Ces nouveaux "paiements uniques par exploitation" seront subordonnés au respect de normes en matière d'environnement, de sécurité alimentaire et de bien-être des animaux. La rupture du lien entre subvention et production permettra aux agriculteurs de l'Union d'être plus compétitifs et d'orienter davantage leur activité en fonction du marché, tout en assurant la stabilité de leurs revenus. Les différents éléments de la réforme entreront en vigueur en 2004 et 2005. Le paiement unique par exploitation entrera en vigueur en 2005. Si un État membre a besoin d'une période de transition en raison de la situation particulière de son agriculture, il pourra appliquer le paiement unique par exploitation à partir de 2007 au plus tard.

Les principaux éléments de la nouvelle PAC s'articule autour des points de suivants:

- * un paiement unique par exploitation pour les agriculteurs de l'UE, indépendant de la production; des éléments de couplage limités pourront être maintenus pour éviter l'abandon de la production;
- * la subordination de ce paiement au respect de normes en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, de santé animale et végétale et de

bien-être des animaux, ainsi qu'à l'exigence du maintien de toutes les terres agricoles dans des conditions agronomiques et environnementales satisfaisantes ("écoconditionnalité");

- * une politique de développement rural renforcée, dotée de moyens financiers accrus et caractérisée par de nouvelles mesures destinées à promouvoir l'environnement, la qualité et le bien-être animal, ainsi qu'à aider les agriculteurs à appliquer les normes de production communautaires à compter de 2005;

- * une réduction des paiements directs ("modulation") aux grandes exploitations afin de financer la nouvelle politique de développement rural;

- * un mécanisme de discipline financière visant à garantir le respect du budget agricole fixé jusqu'en 2013;

En perspectives de Cancun

Commentant la réforme, M. Franz Fischler, Membre de la Commission européenne chargé de l'agriculture, du développement rural et de la pêche déclare que celle ci contribuera à renforcer la position de négociation de l'UE dans le cadre des discussions commerciales actuelles à l'OMC. " Nos produits seront désormais plus compétitifs, et notre politique agricole plus verte, plus favorable aux échanges commerciaux et plus axée sur les besoins des consommateurs. "

Fischler soutient aussi que cette réforme envoie également un signal clair au reste du monde: " nous tournons aujourd'hui largement le dos à un vieux système de subventions générateur de distorsions commerciales. La nouvelle politique agricole est favorable aux échanges, notamment dans ses répercussions pour les pays en développement.

Cette réforme devrait permettre à l'union européenne de se montrer plus offensifs dans le cadre des négociations de l'OMC à Cancun en septembre. Mais que personne ne se leurre avertit Fischler: " nous n'entamerons pas à l'OMC le capital de négociation supplémentaire que nous procure la réforme que si nous n'obtenons pas des

contreparties. Il ne saurait être question d'un désarmement unilatéral. "

Des débats informels à l'OMC autour de la PAC européenne

Bien que ne faisant pas partie de l'ordre du jour de la session extraordinaire du comité de l'agriculture des 26 et 27 juin dernier, la décision de l'UE sur sa réforme de la PAC a suscité des commentaires brefs et généraux, mais davantage dans les couloirs de l'OMC que dans la salle de réunion.

L'UE a déclaré à la session spéciale que la décision relative à la réforme de la PAC lui permettrait d'aller à Cancun avec des propositions de négociation sérieuses, mais à appelé " toutes les parties " à en faire de même. Le Groupe de Cairns et les États-Unis ont accueilli avec prudence la réforme européenne considérée comme un pas dans la bonne direction, mais ont déclaré avoir besoin de plus de détails pour voir comment la décision se traduit dans la position de négociation de l'UE. Ils ont noté que la décision concerne le soutien interne et non l'accès aux marchés ou les subventions à l'exportation. Les Membres du Groupe de Cairns ont déclaré que les propositions de réformes n'allaient pas assez loin et certains se sont plaints du transfert des soutiens entre des catégories de subventions internes, sans aucune réduction.

Selon Harbinson, la réforme de la CE est opportune et bienvenue et devrait donner un certain élan aux négociations. De nombreux pays en développement n'ont toutefois pas semblé convaincus. En dehors des salles de réunion, l'ambassadeur d'un pays asiatique a fait part de son " scepticisme " concernant le fait que les mesures de l'UE puissent fournir un élan pour le démarrage de négociations sérieuses. Il a souligné que même la CE ne saurait pas pendant un certain temps comment les États Membres formuleraient leurs politiques nationales, étant donné les flexibilités que la décision assurait à ces États dans la mise en œuvre. Et avec l'affaiblissement du principe de découplage et le grand nombre d'exceptions à ce principe, on se demande si la CE ne pouvait faire des concessions réelles, a-t-il déclaré. Un

ambassadeur africain a donné son interprétation de la décision de l'UE : " elle veut donner l'apparence de mouvement, mais en réalité il n'y en a pas. "

NOUVELLES DE L'OMC

Douze Pays En Développement Contestent L'Approche Européenne Des " Thèmes De Singapour " A L'OMC Et Proposent Une Nouvelle Démarche

Dans une communication présentée à l'OMC, le 4 juillet dernier, douze pays en développement ont contesté l'approche européenne du traitement de la question des modalités pour les thèmes de Singapour lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun.

Le rapport des pays en développement intitulé " Commentaires relatifs à la communication de l'UE sur les modalités pour les questions de Singapour " a été présenté par le Bangladesh, Cuba, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, la Malaisie, le Nigeria, le Pakistan, le Venezuela, la Zambie et le Zimbabwe, en réponse à la communication de la Communauté européenne au Conseil général (WT/GC/W/491) datée du 27 février, intitulée " Thèmes de Singapour : la question des modalités ". Cette communication avait énoncé les points de vue de l'UE sur le terme " modalités " en vue de " garantir qu'une décision positive serait prise à Cancun ".

Les thèmes de Singapour sont l'investissement, la politique de la concurrence, la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges. Ils font l'objet de discussions dans des groupes de travail, depuis la première réunion ministérielle de l'OMC de 1996, à Singapour. Les grands pays développés, sous la direction de l'UE, tentent d'obtenir à Cancun une décision visant l'ouverture de négociations en vue de nouveaux accords sur ces quatre questions. Le rapport des pays en développement conteste les idées avancées dans la communication de l'UE selon lesquelles des

négociations commenceront sur les questions de Singapour après Cancun, qu'elles font partie de " l'engagement unique " convenu à Doha et qu'un consensus était requis sur des modalités définies en tant que procédures et éléments ou catégories de questions (plutôt que par les aspects de fond).

S'élevant contre ce qu'ils qualifient d'approche " superficielle " de la part de l'UE, les douze pays reprochent à la communication de l'UE de proposer une prise en compte superficielle des " modalités " en regroupant l'ensemble des quatre thèmes de Singapour (au lieu de les prendre un par un) et en proposant de développer un " ensemble commun d'options de modalités ". D'autre par la proposition de l'UE évite les aspects de fond des modalités. En ne présentant que trois sujets, à savoir les questions de procédures (nombre de réunions, etc.), la portée et la couverture de l'agenda de négociation et le traitement spécial et différencié.

La communication de l'UE sous-entend que le consensus explicite sur les modalités elles-mêmes n'est pas nécessaire, et que seule une liste des 'éléments des modalités' est nécessaire. Pour les douze, en revanche, la substance de ces sujets et la nature et l'orientation des obligations sont une partie fondamentale et intrinsèque des modalités. Selon eux, les 'éléments des modalités' de la CE ne constituent pas des 'modalités'. Or pour entamer des négociations, un consensus explicite sur des modalités est nécessaire, non un consensus sur la manière de classer et de regrouper les différents aspects structurels et de procédure.

Outre la question des modalités, l'idée avancée dans la communication de l'UE selon laquelle la négociation sur les thèmes de Singapour commencera après Cancun est également contestée. Le paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour du 13 décembre 1996, relatif à l'investissement et à la politique de la concurrence, précise en effet que : " Il est clairement entendu que les futures négociations, si tant est qu'il y en ait, portant sur des disciplines multilatérales dans ces domaines, n'auront lieu qu'après une décision prise par consensus explicite entre Membres de l'OMC à propos de telles

négociations. [...] Comme nous en sommes tous conscients, aucune décision de ce type n'a été prise sur la base d'un consensus explicite lors des Conférences ministérielles suivantes de Genève (1996), Seattle (1999) et Doha (2001). Ainsi, l'état actuel du débat est le même que lors de la Conférence ministérielle de Singapour ".

Pour ces pays, les divergences de vues entre les Membres sont encore importantes à ce stade et le processus de clarification des thèmes de Singapour devrait être poursuivi au lieu d'entamer des négociations.

Ils font également état du fait que, dans les négociations actuelles à l'OMC, les quatre thèmes ne font pas parties intégrantes des négociations du Programme de travail de Doha et ne relèvent donc pas du Comité des négociations commerciales. Il est par conséquent incorrect de dire que ces questions font partie d'un Engagement unique. Ils ont également réfuté l'idée avancée dans la communication de l'UE, selon laquelle les Membres de l'OMC avaient convenu d'entreprendre un travail préparatoire sur les questions de Singapour en attendant la ministérielle de Cancun.

L'OMC Publie Un Projet De Déclaration Ministérielle Pour Cancun

L'Organisation mondiale du commerce a adressé vendredi à ses 146 pays membres un "projet de déclaration ministérielle" qui recense les décisions que leurs ministres devraient prendre à Cancun du 10 au 14 septembre s'ils veulent relancer leurs négociations commerciales. Ce texte (voir <http://www.ictsd.org/ministerial/cancun/docs/draft_cancun_minist_text.pdf>) qui porte sur les 23 dossiers en discussion dont l'agriculture et l'accès au marché des produits industriels, est un canevas qui "n'implique pas un accord" pour l'instant, souligne son préambule. "Il montre le long chemin qui... reste à parcourir dans un certain nombre de domaines essentiels pour remplir le mandat de Doha". Les délégations, précise le préambule du

document, vont s'efforcer d'ici à Cancun de "remplir les blancs dans ce projet de texte afin qu'il devienne un cadre d'action viable" pour les ministres.

La prochaine étape est de produire une version définitive du document "dans les derniers jours d'août". L'OMC sera en congé entre le 28 juillet et le 11 août mais des contacts seront maintenus. Le document a été préparé par le président du Conseil général de l'OMC, l'Uruguayen Carlos Perez del Castillo, et entériné par le directeur général de l'OMC Supachai Panitchpakdi. Ce dernier avait demandé lundi 21 juillet dernier aux pays membres de "s'engager avec sérieux" dans les négociations commerciales. "Globalement, nous n'avons pas encore une vraie négociation", avait-il affirmé. Il avait d'avance minimisé la portée du texte publié vendredi : "Il est clair, avait-il dit, qu'il ne fournira pas de formule magique."

Le Groupe Spécial Donne Un Léger Avantage Aux États-Unis Dans Le Différend Qui Les Oppose Au Brésil Sur Le Coton A L'OMC

Un Groupe spécial de règlement des différends de l'OMC a permis aux États-Unis de remporter une victoire dans les procédures concernant la contestation des subventions au coton fournies par ce pays en se prononçant sur les conditions d'application de la clause de paix. Aux termes de cette clause, les Membres conviennent de ne pas soulever de contentieux lié à l'accord sur l'agriculture sauf si un certain nombre de conditions sont remplies. La plus importante d'entre elles est qu'un volume de subventions plus élevé que celles accordées durant l'année de référence 1992 entraîne l'extinction automatique de la clause de paix.

Dans une décision du 20 juin, le Groupe spécial a déclaré aux parties qu'il déterminerait en premier lieu si les politiques américaines en matière de subventions répondaient aux conditions de la clause de paix avant de considérer les autres

questions de fond soulevées par le Brésil. Le Groupe spécial a fixé la date cible du 1 septembre pour sa décision sur la clause de paix, mais a noté qu'elle pourrait être prorogée. Mais au moment même où le Groupe spécial décidait d'aborder comme question préjudicielle la question de savoir si les subventions en question pouvaient être contestées, il déclarait que ceci n'empêchait pas les parties d'aborder les autres questions de fond dans leurs présentations.

La décision du Groupe spécial confère un léger avantage, sur le plan des procédures, aux États-Unis, qui avaient soutenu que le Groupe spécial devait d'abord établir si une action pouvait être intentée aux termes de la formulation de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture, alors que le Brésil soutenait que la question de la clause de paix devait être tranchée dans le cadre des délibérations générales comme une question de fond.

L'élément central du différend porte sur l'interprétation de la partie de la clause de paix qui énonce que les subventions pleinement conformes à ses dispositions " ne donneront pas lieu à une action " aux fins du GATT et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Mais l'Accord sur l'agriculture omet de définir les termes " ne donneront pas lieu à une action ".

Les États-Unis ont insisté sur le fait que cela signifie qu'un pays ne peut initier des actions judiciaires telles que la demande d'établissement d'un Groupe spécial pour l'examen d'une plainte pour violation des engagements en matière de subventions. Le Brésil, par contre, a soutenu que la clause de paix n'empêche pas un membre d'intenter une action, mais fixe effectivement des conditions pour qu'un Membre obtienne réparation. La clause de paix énonce que les mesures de soutien interne pleinement conformes aux obligations découlant de la catégorie verte ne donnent pas lieu à une action. Les mesures de la catégorie ambre doivent se conformer à l'Accord sur l'agriculture et peuvent ne pas donner lieu à certaines actions aux termes de l'OMC si elles restent dans la limite des niveaux " décidés " par un pays dans la campagne de commercialisation de 1992, qui peuvent être

différents des niveaux effectivement versés. Les subventions à l'exportation pleinement conformes à l'Accord sur l'agriculture ne peuvent donner lieu à des droits compensateurs et une action à l'OMC que s'il est établi qu'elles ont lésé ou menacé de léser des partenaires commerciaux.

Le Brésil appuie son interprétation des termes " ne donneront pas lieu à une action " en indexant les articles des Accords de l'OMC qui établissent des règles et procédures spéciales de règlement des différends en dehors de la procédure normale.

Le Groupe spécial doit à présent trancher sur un certain nombre de questions relatives aux subventions internes au coton et aux subventions à l'exportation, pour évaluer si les dispositions de la clause de paix ont été respectées. Il s'agit de savoir si les subventions à l'exportation américaines créent un préjudice aux termes de l'Accord sur l'agriculture. L'article 9 de l'Accord présente les subventions à l'exportation qui font l'objet de disciplines et l'article 10 présente les règles visant à empêcher le contournement de ces engagements.

La Brésil a présenté sa communication sur la clause de paix, le 24 juin, et les États-Unis doivent présenter les leurs le 11 juillet, a déclaré une source. Le Groupe spécial doit tenir une audience sur la question du 22 au 24 juillet et une seconde en août.

SUR LE FIL

Les Membres De L'OMC N'ont Pas Progressé Lors De La Mini-ministérielle De Sharm el-Sheikh

Les ministres du commerce de 31 pays Membres de l'OMC ont tenu une réunion mini-ministérielle les 21 et 22 juin, à Sharm el-Sheikh (Égypte), pour tenter de trouver des solutions à l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la série de négociations commerciales de Doha. Le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, a fait

part de sa préoccupation face à l'absence d'avancées et de volonté politique dans les négociations, spécialement en ce qui concerne l'agriculture, et a déclaré aux ministres qu'il n'y avait plus beaucoup de temps pour un arrangement. La réunion était la troisième mini-ministérielle depuis le démarrage de la série de négociations de Doha, en novembre 2001 et faisait suite à une réunion des ministres similaire tenue en février à Tokyo. La réunion du week-end passé était consacrée à préparer la voie en vue de la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC devant se tenir en septembre, à Cancun, au Mexique.

La réforme européenne de la PAC désignée comme pierre d'achoppement

Un certain nombre de pays ont mis l'accent sur le besoin de réformes européennes dans ce domaine pour que la série de négociations de Doha dans son ensemble puisse avancer. A la suite de la réunion, Robert Zoellick, représentant américain au commerce extérieur, a déclaré : " Nous avons certes débattu de voies et moyens de faire progresser les négociations, mais il devient manifeste que les progrès ou le blocage dépendent en grande partie de l'Union européenne. " Selon le ministre du commerce australien, Mark Vaile, " tous les regards sont à présents tournés vers l'UE pour voir ce qu'elle peut faire pour garantir que le processus avance. "

Durant la réunion, les ministres ont débattu de la demande faite par Singapour d'un nouveau projet de texte sur les modalités pour l'agriculture, qui expose le cadre des négociations. Le projet de texte actuel - une révision d'un texte initial de janvier - a été mis en distribution le 18 mars. George Yeo, ministre du commerce de Singapour, a proposé la mise en distribution d'un nouveau projet de texte entre les Membres d'ici fin juillet, à temps pour une mini-ministérielle finale devant se tenir à Montréal, au Canada, du 28 au 30 juillet. Le Japon, la Corée du sud et la Suisse ont appuyé cette idée, mais les États-Unis et d'autres exportateurs de produits agricoles ont préféré fonder les pourparlers sur le projet de modalités existant, craignant qu'un nouveau projet de texte ne soit davantage axé sur

les intérêts des pays qui cherchent à limiter les changements dans le domaine de l'agriculture.

Accès aux médicaments essentiels

D'autres questions ont été débattues lors de la réunion, notamment l'accès des pays en développement aux médicaments essentiels. Les États-Unis ont continué d'exprimer leur préoccupation en ce qui concerne les atteintes potentielles aux droits des brevets mais ont déclaré qu'ils travaillaient à trouver une solution avant Cancun. Zoellick a déclaré qu'il avait entrepris des pourparlers avec l'industrie pharmaceutique, ainsi qu'avec des pays africains et des pays en développement clés producteurs de médicaments génériques, tels que l'Inde et le Brésil. Un autre responsable américain a indiqué que les États-Unis, qui avaient rejeté un accord en décembre 2002, pourraient envisager d'abandonner l'idée d'une liste limitée de médicaments devant être couverte dans un arrangement. Cette idée avait été avancée par les États-Unis dans la crainte de voir les producteurs de médicaments génériques commencer à produire des médicaments à l'intention des marchés des pays développés, par exemple des médicaments pour le traitement de l'obésité, ou le Viagra - une activité lucrative pour l'industrie pharmaceutique. A la suite de la réunion de Sharm el-Sheikh, Harvey Bale, président d'International Federation of Pharmaceutical Manufacturers Associations, a déclaré : " Trouver une solution d'ici Cancun est important pour nous tous. Nous estimons que nous sommes tenus pour responsables, à tort, de blocage des progrès dans certaines parties de la négociation (de Doha). " Il a en outre déclaré que l'industrie pharmaceutique était certes disposée à aider les pays dans le besoin, mais que ce serait " une exagération flagrante et une erreur grossière " de donner à des pays plus avancés tels que l'Inde et la Chine, les mêmes droits qu'à " des États pauvres comme Haïti, la Namibie ou le Bangladesh. "

Autres questions débattues

A la fin de la réunion, les ministres ont déclaré avoir enregistré quelques progrès dans la clarification d'un certain nombre de questions

importantes en vue de Cancun, telles que le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et les questions de mise en œuvre. Ils ont en outre convenu 'd'intensifier' les négociations sur ce que l'on appelle les 'thèmes de Singapour' : investissement, transparence des marchés publics, facilitation des échanges et politique de la concurrence. L'Inde a toutefois déclaré avoir des réserves fortes à cet égard, en spécifiant que le temps n'était pas encore venu d'ouvrir des négociations d'ouvrir des négociations et que le processus de clarification devait se poursuivre.

Les Ministres Du Commerce Des Pays Membres De L'Union Africaine S'Opposent A L'Ouverture De Négociations Sur Les Thèmes De Singapour A Cancun Et Expriment Leur Volonté D'Adopter Une Position Commune

Les ministres du commerce de l'Union africaine se sont réunis à Grand Baie, en Ile Maurice, du 18 au 20 juin dernier pour discuter des préoccupations commerciales du continent africain dans son ensemble. Si l'objectif manifeste de la rencontre des ministres africains était de préparer le sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine, qui devait se tenir deux semaines après à Maputo, au Mozambique, celle-ci a été aussi l'occasion de faire le bilan du processus de négociations en cours à l'OMC, dans le cadre du programme de Doha pour le développement. Et, c'était pour ainsi déplorer le manque d'avancées dans les pourparlers portant sur les sujets d'intérêt majeur pour l'Afrique tels que l'agriculture, les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) et la santé publique, le traitement spécial et différencié et les questions liées à la mise en œuvre, des sujets sur lesquels beaucoup de promesses avaient été faites à Doha.

Les ministres ont réaffirmé la position soutenue de longue date par les pays africains, selon laquelle la

prochaine Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Cancun, devrait se concentrer sur la prise en compte de leurs préoccupations de développement dans les accords existants, au lieu d'ouvrir des négociations pour de nouveaux accords, en particulier sur ce que l'on appelle les thèmes de Singapour - c'est-à-dire l'investissement, la concurrence, les marchés publics et la facilitation des échanges.

Dans une déclaration issue de cette réunion, les ministres du commerce ont noté que " les Membres de l'OMC n'ont pas de perception commune de la manière dont [les thèmes de Singapour] devaient être traités en ce qui concerne les procédures et le fond. " Et " compte tenu des implications sérieuses potentielles de ces questions sur nos économies, " ils ont appelé " à une clarification supplémentaire de ces questions pour continuer. "

Outre leur position sur les nouvelles questions, la Déclaration contient aussi des positions spécifiques dans tous les domaines majeurs du travail en cours à l'OMC, notamment l'agriculture, les services, les droits de douane pour les produits industriels, l'ADPIC, le traitement spécial et différencié, le renforcement des capacités, et le manque d'ouverture à tous et de transparence dans les processus de l'OMC.

Dans le domaine de l'agriculture, les ministres ont rappelé que des progrès dans les négociations agricoles étaient essentiels pour la conclusion fructueuse du programme de travail de Doha et ont fortement exhorté les membres à remplir leurs engagements souscrits à Doha. Les ministres ont également noté qu'il était nécessaire, pour les pays africains, de continuer à bénéficier de préférences commerciales agricoles, en préconisant des mesures ardues en vue de prendre en compte l'érosion de ces préférences. Enfin, ils ont appelé à l'exemption des PMA de toute obligation de réduire les droits de douane.

Concernant les services, la Déclaration a accusé le Conseil des services (de l'OMC) de n'avoir pas été en mesure de mener l'évaluation du commerce des

services (AGCS), comme prescrit dans l'Accord général sur le commerce des services. En outre, faisant clairement référence aux pressions exercées par les pays développés pour qu'ils libéralisent leur secteur des services, contre leur volonté, les ministres ont appelé au respect de leur droit de réglementer le commerce des services et de libéraliser selon leurs objectifs de politique nationaux. Ils ont, dans le même temps, mis l'accent sur le respect du principe de libéralisation progressive, sous réserve du principe de flexibilité, ainsi que sur la nécessité de promouvoir et de faciliter la participation des pays africains au commerce international des services. Les pays développés ne devraient donc libéraliser que leurs secteurs et modes qui intéressent les pays africains du point de vue des exportations.

La question de l'accès aux médicaments a aussi fait l'objet d'une réflexion de fond. Les ministres ont ainsi rappelé le mandat de Doha pour une interprétation flexible du paragraphe 6, en vue de l'accès, pour les pays ne disposant pas de capacités de fabrication, aux médicaments, et ont soutenu le compromis auquel ils étaient parvenus en décembre passé et qui avait été saboté par les États-Unis. Cet arrangement, ont-ils ajouté, reste toujours pour les membres un moyen de remplir leurs obligations comme l'exige la Déclaration de Doha.

Pour les droits de douane industriels, les ministres ont fait état du fait que les objectifs des négociations étaient de faciliter le développement et le processus d'industrialisation des pays africains. Ces objectifs doivent être reflétés dans les modalités et les négociations effectives par la prise en considération des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits de douane, et tenir pleinement compte des besoins et des intérêts spéciaux des pays en développement et des PMA. Il fallait pour ce faire, entre autres, la réalisation des principes de traitement spécial et différencié, ainsi que du principe selon lequel les pays en développement et les PMA ne devaient pas prendre d'engagements de pleine réciprocité pour la réduction de leurs droits de douane.

La Déclaration a favorablement accueilli les propositions visant à exempter les PMA des engagements de pleine réciprocité, ainsi que les études proposées sur la libéralisation des droits de douane pour les PMA. Tout en reconnaissant la situation spéciale des PMA, elle appelle à élargir les études aux autres pays africains et à prendre en compte en compte les effets des mesures de libéralisation antérieures prises par ces pays, ainsi que l'impact potentiel de toute modalité de libéralisation proposée. Les ministres ont également exprimé leurs profondes préoccupations concernant le fait que les modalités de libéralisation proposées ne tiennent pas compte des vulnérabilités des industries africaines, spécialement dans les secteurs des textiles, de l'habillement et des pêcheries, ainsi que l'inquiétude des pays africains face à l'érosion de leurs préférences commerciales. Ils ont appelé à des modalités appropriées pour prendre en considération ces préoccupations.

A propos du traitement spécial et différencié, la Déclaration a réitéré la revendication souvent formulée par l'Afrique, selon laquelle toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans les accords de l'OMC devraient être réexaminées afin de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives, plus contraignantes et plus opérationnelles. Concernant les questions de mise en œuvre, les ministres ont souligné la nécessité urgente d'achever le travail à cet égard, en toute priorité, avant Cancun.

La déclaration a été adoptée à la suite de délibérations soutenues sur les mesures nécessaires à l'Afrique pour garantir que ses intérêts prévalaient, au vu du bilan global des espoirs déçus à Doha. Dans son discours de bienvenue aux ministres, l'Honorable J. Cuttaree, ministre de l'industrie et du commerce international de la République de Maurice, demandait aux ministres de tirer leur force et leur détermination de leur unité, afin que les préoccupations pressantes de l'Afrique concernant les questions fondamentales de l'agenda de Doha soient reconnues à Genève et à Cancun.

Les organisations de la société civile africaine, qui pour la première fois, étaient autorisées à se réunir sous l'égide de la conférence et à s'adresser aux ministres, ont souligné leur appui aux efforts collectifs des ministres pour l'établissement de règles commerciales internationales qui reflètent les besoins et les intérêts des populations de l'Afrique.

Dans leur déclaration, présentée en leur nom par Jane Ocaya-Irama de l'Ouganda, elles ont appelé les ministres à se concentrer sur la prise en compte des inégalités des accords existants de l'OMC, et à rejeter toute tentative d'ouvrir des négociations sur les thèmes de Singapour à Cancun. Les organisations de la société civile ont fait des recommandations détaillées pour corriger les déséquilibres dans des domaines tels que l'agriculture, les ADPIC, les services et le traitement spécial et différencié.

Elles ont en outre appelé à l'élimination des pratiques abusives telles que les réunions informelles exclusives, les mini ministérielles et d'autres dispositifs non transparents tels que " les amis du président ". Conscientes des pressions exercées par les pays développés en vue de détourner les pays africains de leurs préoccupations dans les négociations commerciales, elles se sont engagées à œuvrer avec les ministres dans leurs efforts visant l'établissement de règles et d'accords qui serviront les intérêts des Africaines et des Africains.

Formellement, la présence même des organisations de la société civile, à la réunion des ministres et le fait qu'elles aient directement fait part de leurs préoccupations aux ministres créaient, pour l'UA, un précédent favorablement accueilli. Mais si les organisations de la société civile apportaient leur soutien aux ministres, il était manifeste que leurs revendications étaient plus fortes et qu'elles allaient beaucoup plus loin que celles que les ministres avaient été en mesure d'adopter dans leurs Déclarations.

Source : TWN/Ghana, www.Allafrica.com

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements de l'OMC

18 juillet, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale, WTO/AIR/2143

18 juillet, OMC, Genève, Comité sur les mesures d'investissement touchant au commerce, WTO/AIR/2144

21 juillet, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles - accords commerciaux régionaux, WTO AIR/2145

22 - 23 juillet, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles, WTO AIR /2145

24 - 25 juillet, OMC, Genève, Conseil général

13 - 15 août, OMC, Genève, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés,

29 août, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

10 - 14 septembre, Cancun, Mexique, cinquième conférence ministérielle de l'OMC, WTO/AIR/2112

Evènements ailleurs

18 - 20 juillet, Dakar, Sénégal, Concertation de la société civile ouest africaine en vue de Cancun. Cette rencontre la société civile de l'Afrique de l'ouest a pour but de permettre une compréhension commune par les organisations de la société civile ouest africaine des enjeux des négociations à l'OMC dans le cadre du " programme de Doha pour le développement " ; d'élaborer puis confronter les positions de différentes catégories d'acteurs de la société civile sur les négociations commerciales et promouvoir des approches convergentes ; de renforcer la capacité des organisations de la société civile à intervenir dans

les négociations en s'appuyant sur une masse-critique sous régionale, et de s'accorder sur des stratégies et des positions communes et concertées de la société civile lors de la conférence ministérielle de Cancun, en particulier sur des questions liées à l'agriculture, les services, les droits de propriété intellectuelle, l'environnement et le développement et les thèmes de Singapour etc. Pour plus d'informations contacter : Cheikh Tidiane Dieye, Enda syspro 2, Tél : 00 221 821 70 37, E-mail : syspro2@enda.sn <<mailto:syspro2@enda.sn>>, dieye2@caramail.com <<mailto:dieye2@caramail.com>> ,

20 - 21 juillet, Saly, Sénégal, Concertation sur le Coton. Contact : El hadji Abdourahmane Diouf, ICTSD, Tél : 00 41 22 917 85 09, E-mail : ediouf@ictsd.ch <<mailto:ediouf@ictsd.ch>>

22 - 23, Dakar, Sénégal, Southern Agenda II : consultation régionale de l'Afrique de l'ouest, ENDA, ICTSD, IISD. Contact : Hugo Cameron, ICTSD, Genève, Tel : 00 41 22 917 00 00; E-mail: hcameron@ictsd.ch <<mailto:hcameron@ictsd.ch>>

28 - 31 juillet, Sigatoka, Figi, 6ème conférence des ministres du commerce ACP, Contact : www.acpsec.org <<http://www.acpsec.org>>

12 - 15 août, Genève, Suisse, 13ème réunion du comité Cites pour les plantes, Contact: CITES Secretariat, Tél: 41-22-917-8139, Fax: 41-22-797-3417, Courriel: cites@unep.ch ,

5 - 7 Septembre, Cancun, Mexique, la biodiversité, le commerce et le développement durable. La 18e Session du Forum mondial sur la diversité biologique (FMD18-Cancun/OMC5) aura trois thèmes essentiels: Les relations entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB); Le risque, la précaution et la biosécurité; Le commerce et les moyens d'existence durables. Lieu de réunion: Centro de Convenciones (Centre de conférence) Blvd Kukulkán Km. 9er Piso, Sona Hotelera; CP 77500, Cancun, Quintana Roo, Mexique, <http://www.gbf.ch/present_session.asp?no=31&lg=EN>.

10 - 12 septembre, Cancun, Mexique, International fair trade, contact Sonja Zimmermann, tel: +41 79 310 85 84; email: sonja.zimmermann@gersterconsulting.ch <<mailto:sonja.zimmermann@gersterconsulting.ch>> ; Internet: <<http://www.fairtradeexpo.com>>.

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

ACICI, Dossier thématique : **Agenda Post-Doha Les questions de Singapour : Commerce et investissement à l'OMC.**

<http://www.acici.org/documentation/notes/note25_fr.htm>

Didier Stephany

<http://www.eyrolles.com/php.management/Biographie/biographie.php3?aut_id=41439>.

Développement Durable et Performance de l'Entreprise, Editions Liaisons - 06/2003.

L'entreprise sacrifierait-elle à la dernière idée à la mode avec le développement durable? Le socialement responsable, l'écologiquement propre, l'éthiquement respectable deviendraient-ils la version entrepreneuriale du politiquement correct ? Ou bien, à l'inverse, l'approche développement durable (DD) aiderait-elle l'entreprise à répondre aux enjeux du XXI^e siècle, les siens comme ceux de la société ?

John Madeley, **Le commerce de la faim. La sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange**, Les Editions de l'Atelier, Collection **Enjeux Planète**, août 2002 ; J. Madeley dénonce ouvertement le rôle des grandes organisations

internationales dans la tragédie de la faim dans le monde. Une tragédie à laquelle la Banque Mondiale et le FMI, Fonds monétaire international, ne sont pas étrangers selon lui. Ces deux instances soumettent en effet les pays en développement qui souhaitent obtenir une aide financière, l'allègement de leur dette extérieure et des investissements, aux PAS, Programmes d'ajustements structurels.

OCDE : Mobiliser les marchés au service de la biodiversité pour une politique de conservation et d'exploitation durable, Juin 2003.

Les pouvoirs publics et les opérateurs du secteur privé s'accordent de plus en plus à reconnaître qu'il est possible de stopper l'érosion de la biodiversité en mobilisant les marchés. La fourniture privée de produits et services issus de la biodiversité apparaît possible dans certaines situations. Certains de ces produits et services sont déjà commercialisés et procurent des bénéfices. Le fonctionnement des marchés privés doit par ailleurs être appuyé par des politiques publiques appropriées.

OCDE : L'Accord sur l'agriculture du cycle d'Uruguay Une évaluation de sa mise en oeuvre dans les pays de l'OCDE, Avril 2001.

L'Accord sur l'agriculture du cycle d'Uruguay (AACU) représente un tournant dans la réforme du système commercial agricole. Il impose des disciplines aux politiques internes qui créent des distorsions commerciales et établit de nouvelles règles dans les domaines de l'accès au marché et de la concurrence à l'exportation. Dans quelle mesure les trois disciplines contenues dans l'AACU ont-elles permis de réduire le niveau de la protection et du soutien lié à la production? Quels éléments des disciplines se sont avérés efficaces et quels sont ceux qui sont apparus inefficaces ? Quelles leçons peut-on en tirer pour les politiques ? Enfin, quelles en sont les implications pour la poursuite de la libéralisation des échanges en termes d'opportunités et de défis ? Cet ouvrage apporte un certain nombre de réponses à ces questions pour tous les pays de l'OCDE. <http://www.sourceocde.org/content/templates/el/e1_searchexpand.htm?comm=agricult_fr&token=00470AC07D370F130212CF32E4218C&action=expand&caller=portal0&identifier=oced%2f16832302>

%2f2001%2f00002001%2f00000007%2f5101052
e&type=infobike&local=yes&format=application

OMC, Rapport annuel de l'OMC 2003. Le Rapport annuel 2003 porte essentiellement sur la première année complète de négociations menées dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. A télécharger à :
<https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto_index_boutique.asp?language=F&rayon=annual_reportsfra&bookmk=a_ar03_f>

OMC, STATISTIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL 2002. Ce rapport contient des statistiques détaillées, comparables et à jour sur le commerce des marchandises et des services permettant d'évaluer les courants d'échanges mondiaux par pays, par région et par grands groupes de produits ou catégories de services.
<https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto_index_boutique.asp?language=F&rayon=annual_reportsfra&bookmk=a_ar03_f>

En anglais

STANDARDS AND GLOBAL TRADE: A VOICE FOR AFRICA

<http://publications.worldbank.org/ecommerce/catalog/product?item_id=1688508>. By the World Bank (2003). The report says that firms must upgrade their facilities to meet global standards, for example, by investing in better processing, cooling and storage. This in turn will require that African governments continue to improve the climate for investment, for example, by reducing corruption, cutting red tape, and ensuring the provision of critical infrastructure, such as power, telecommunications and farm-to-market roads

FOREIGN DIRECT INVESTMENT AND THE ENVIRONMENT: FROM POLLUTION HAVENS TO SUSTAINABLE

DEVELOPMENT (2ND Edition). By Nick Mabey, Richard McNally, and Lyuba Zarsky (WWF, July 2003). This report examines the broad interactions between FDI and the environment. The authors argue that FDI can have significant environmental impacts and policy space for

directing and controlling FDI is essential to the delivery of sustainable development. The report also argues that the pollution havens debate has produced an excessive focus on site-specific environmental impacts and emissions of a few industrial pollutants. It draws on case study evidence on the impacts of FDI and examines it within a comprehensive economic and policy model of sustainability. The revised and updated report is available at
http://www.panda.org/about_wwf/what_we_do/policy/trade_and_investment/news.cfm?uNewsID=7744
<http://www.panda.org/about_wwf/what_we_do/policy/trade_and_investment/news.cfm?uNewsID=7744>.

THE SINGAPORE ISSUES AND THE WORLD TRADING SYSTEM: THE ROAD TO CANCUN AND BEYOND.

By Krista Lucenti, Julian Clarke, Simon Evenett, and Benno Ferrarini (World Trade Institute, June 2003). The central objective of this volume is to provide comprehensive start-of-the art analyses of the proposals for each of the Singapore Issues. Each chapter contains, inter alia, a discussion of the key economic and reform matters associated with a given Singapore issue (Investment, Competition, Procurement, and Trade Facilitation); a detailed account of proposals for new multilateral rules in each area; and recommendations for policymakers in the run-up to Cancun. The book is available at: <<http://www.wti.org>> (by clicking on "What is New" and then waiting for the book announcement to scroll around).

INTERNATIONAL ENVIRONMENTAL LAW AND POLICY IN AFRICA.

By Beatrice Chaytor and Kevin R. Gray (Kluwer Academic Publishers, June 2003). This book features a series of essays on environmental law and policy in Africa from experts within and outside the region. It aims to demonstrate how African countries are responding to their international environmental obligations contained in instruments, such as the Convention on Biological Diversity, Framework Convention on Climate Change and the Desertification Convention, in light of local environmental

problems. The essays cover: the multilateral environmental agreements (MEAs); natural resources sector management; and the development of law and policy instruments. For further information visit: <<http://www.wkap.nl/prod/b/1-4020-1287-X>>.

WTO: THE DOHA AGENDA - THE NEW NEGOTIATIONS ON WORLD TRADE. By Bhagirath Lal Das (Zed Books, May 2003). This book addresses the issues in the current round of world trade negotiations. The author shows that issues of great importance to developing countries, such as textiles, do not figure in the talks, and makes practical policy proposals for the revision of the existing WTO Agreements to protect and improve the development prospects of the poor and disadvantaged countries. For more information contact Mohammed Umar: tel +44 20 7837 4014; fax: +44 20 7833 3960; email: sales@zedbooks.demon.co.uk; Internet: <<http://www.drc.org.nz/bookshop/Detailed/765.html>>.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)